

9 août 2023

SOMMET POUR UN NOUVEAU PACTE FINANCIER MONDIAL :

UNE AMBITION BIEN CIBLÉE ?

**Paul
DERREUMAUX**

*Fondateur du Groupe
Bank of Africa
Economiste*



Près de deux mois déjà que s'est tenu à Paris le « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial ». Il ne faut certes pas boudier le plaisir de voir le sujet du développement économique mis sur le devant de la scène. Toutefois les résultats obtenus dans cette nième réunion « de haut niveau » sont-ils à la hauteur des prévisions ? Et ne pouvait-on imaginer un autre contenu des débats ?

Ce sommet a bien atteint ses objectifs pour la qualité du public qui y a participé, 40 Chefs d'Etat et plus d'une dizaine de dirigeants des plus grandes institutions internationales de financement-, pour l'audience dont il a bénéficié et pour les bonnes intentions manifestées par les représentants des plus puissants pays représentés. Même si, dans leur majorité, les Présidents des pays du G7 étaient absents, les deux camps - celui des bailleurs de fonds et celui des receveurs de financements étaient bien qualifiés pour tenter de progresser. Mais le format retenu centré sur deux jours de communications présentées par les participants était plus favorable au rappel des positions respectives de chacun qu'aux avancées issues de négociations serrées. Plusieurs autres facteurs expliquent aussi la modestie des résultats concrets. Le sommet prévoyait de traiter à la fois des moyens d'accélérer la croissance économique des pays les moins avancés, d'un côté, et de mieux lutter contre le dérèglement et le réchauffement climatiques, de l'autre. Or, tous n'accordent pas, avec juste raison, la même urgence aux deux sujets comme l'a rappelé le professeur Diwan : « Les pays riches évoquent des réformes sur le long terme alors que les pays pauvres ont besoin d'aide sur le très court terme ». Il aurait donc pu être préférable de se limiter à la première question, pour éviter des points de friction sur le financement des actions visant le climat dans les pays en développement ou sur la priorité à donner aux créations d'emplois plutôt qu'à la surveillance du « bilan carbone ».

Surtout, les nations du Nord partaient avec un handicap de confiance vis-à-vis de leurs interlocuteurs en raison de nombreuses promesses passées non tenues. Ainsi, l'engagement pris de longue date par les Nations Unies d'une affectation de 0,7% du budget des Etats les plus riches aux programmes de développement des pays du Sud n'est à ce jour appliqué que par une partie de l'Europe du Nord. Sur ce même plan, la prise en compte dans cette aide publique des concours financiers de grande envergure accordés à l'Ukraine à la suite de la guerre que celle-ci subit a montré a contrario combien la part des autres destinataires se réduisait. Dans un autre domaine, l'apport annuel de financements d'au moins 100 milliards de USD à partir de 2020 promis depuis la COP 15 aux nations en développement pour leur lutte contre le réchauffement climatique n'aurait été atteint durablement ? que cette année.

Pour que ce sommet reste dans les annales, il aurait donc peut-être été plus productif qu'il permette avant tout la finalisation de quelques propositions majeures encore en suspens. En la matière, le déblocage juridique des formalités de création des 100 milliards de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) au profit des pays pauvres est une excellente nouvelle, mais qu'il convient encore de transformer rapidement en une mise à disposition de ces fonds aux bénéficiaires à travers le « Fonds pour la Résilience et la Durabilité ». De même, la constitution à bref délai du mécanisme d'urgence envisagé à la COP 27 pour le financement dans les territoires les plus démunis de programmes de réaction à des catastrophes naturelles le « Fonds dit Lula » comblerait un vide

pénalisant. Ces mesures globales compléteraient efficacement les quelques résultats obtenus durant le sommet sur des dossiers spécifiques à quelques pays comme l'Afrique du Sud, le Sénégal et la Zambie. Elles inciteraient aussi les grandes puissances émergentes, telles celles des « BRICS », qui prévoient un sommet en août 2023 avec Poutine ? probablement bien médiatisé lui aussi, à offrir eux-mêmes des améliorations notables pour garder toute leur attractivité.

En restant centrés sur les contraintes du développement économique pour les nations les moins favorisées, certaines autres actions auraient pu être utilement proposées pour une rapide mise en œuvre. Le sommet s'est en effet concentré sur les questions macroéconomiques. Celles-ci sont bien sûr capitales. L'accord sur les DTS a fait l'objet de longues batailles et est un progrès réel. Il en est de même pour l'accord de principe de la Banque Mondiale et de quelques pays sur la suspension des remboursements de dettes des zones touchées par une catastrophe climatique. L'idée lancée d'une augmentation drastique des capacités de financement des banques internationales de développement est également susceptible d'accroître fortement les moyens d'action de celles-ci et de stimuler les financements des bailleurs privés. Mais ces deux dernières suggestions imposeront de rudes débats pour leur application pratique et sont des évolutions possibles de longue haleine.

A côté de ces pistes de moyen terme, l'atteinte de solutions pour divers problèmes posés de longue date serait aussi un catalyseur du développement économique, mais relève surtout de patientes actions de terrain. Certaines sont très souvent évoquées, telle la nécessité pour les partenaires techniques et financiers (PTF) de mieux prendre en compte les besoins des bénéficiaires finaux des projets ou l'urgence de trouver des modalités plus performantes pour soutenir les petites et moyennes entreprises. Deux autres exemples peuvent aussi être cités.

Le premier est celui d'une mobilisation plus efficace des financements disponibles. Dans beaucoup de cas, et notamment en Afrique subsaharienne, de meilleures performances pourraient être obtenues au moins à trois niveaux. Celui du rythme et du taux de décaissement traditionnellement faibles parfois moins de 50% des montants attribués- des aides et crédits accordés aux Etats. Celui des montants perdus en raison de montages non optimaux ou de possibles surfacturations. Celui des conditions préalables inadaptées ou excessives parfois formulées par des donateurs, des prêteurs, ou des bureaux d'études, qui retardent et renchérissent le coût des investissements prévus. Une mobilisation déterminée sur ces trois aspects relèverait très significativement le volume des projets financés.

Un deuxième effort spécifique devrait concerner le renforcement accéléré des capacités énergétiques. Dans la plupart des pays africains par exemple, les énergies renouvelables sont abondantes, mais particulièrement sous-employées, et spécialement l'énergie solaire, alors que l'accès à l'énergie est encore trop souvent plus rare et plus coûteux que dans d'autres régions en développement. Or, l'élimination des blocages qui produisent cette contradiction peut être menée par plusieurs angles d'attaque: priorité donnée aux constructions de centrales électriques utilisant des énergies renouvelables, et notamment le solaire ; appui financier, juridique et technique aux

Etats pour faciliter le montage des grands investissements en partenariat public-privé (les mécanismes PPP) ; augmentation massive des dons et prêts bonifiés au niveau international pour les projets en « énergie propre » s'ils sont plus onéreux ; meilleure libéralisation du secteur afin d'améliorer les performances du service offert et l'accès à celui-ci, surtout dans les campagnes ; attention portée à l'optimisation des réseaux de distribution. Un Plan Energie pour l'Afrique, un moment envisagé, serait sans doute un levier décisif de changement, s'il se décline en une succession d'étapes réussies et visibles par tous. Un tel plan aurait en outre des retombées positives dans la lutte contre le dérèglement climatique dans les pays concernés.

Le sommet de Paris a confirmé un cap déjà défini en le renforçant d'ambitions quantitatives supplémentaires, pour tenter d'accélérer le développement économique partout où il tarde à s'installer. Mais le « nouveau pacte » annoncé apparaît loin d'être abouti et, surtout, n'a guère inclus des changements fondamentaux de doctrine ou de méthode. Peut-être étaient-ce pourtant ces transformations, nécessaires et déjà connues, qui auraient le mieux convaincu les participants du Sud. Elles risquent certes d'être aussi difficiles à obtenir que les changements d'échelle des financements, car elles supposent une volonté forte, multiforme et constante de tous les partenaires, bailleurs et emprunteurs, à mettre en pratique sur tous les chantiers ouverts. Mais cette complexité ne doit-elle pas pousser à lui conférer l'urgence absolue, même si ces actions sont moins spectaculaires ? Pour construire une maison solide, il faut que ses fondations le soient d'abord.